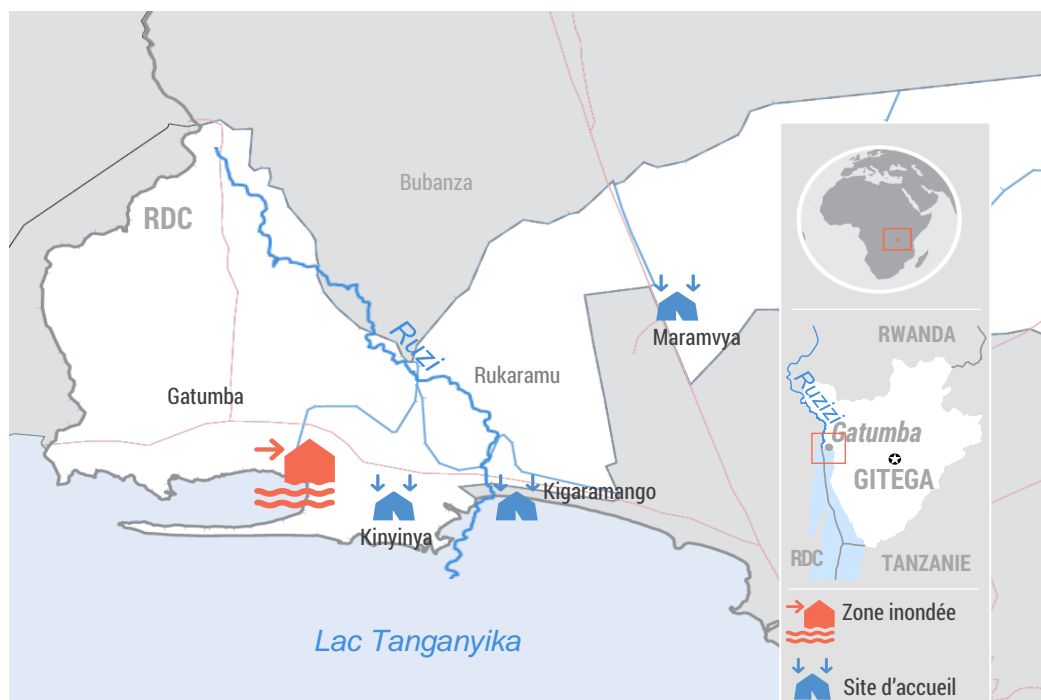


FAITS SAILLANTS :

- 1 214 ménages sont de nouveau en déplacement dans les zones de Rukaramu et Gatumba en commune Mutimbuzi de la province Bujumbura.
- Au 12 janvier, une évaluation conjointe conduite par la Plateforme Nationale de Prévention des risques et de Gestion des catastrophes avec les autorités de la province de Bujumbura a eu lieu
- De nouveaux besoins et vulnérabilités sont répertoriés dans les rangs des personnes impactées par les nouvelles inondations mais également au sein des 4 sites de déplacés érigés en mai 2020
- Une grande saison des pluies précoce qui cause déjà des dégâts et qui pourrait s'intensifier.



APERCU DE LA SITUATION

- Les pluies du 8 et 11 janvier 2021 ont provoqué les crues de la rivière Rusizi et occasionné la montée du niveau du lac Tanganyika, provoquant ainsi les inondations dans les quartiers de la zone Gatumba. Les facteurs structurels à l'instar la nappe phréatique saturée, l'envasement du lit de la rivière Rusizi ainsi que la faiblesse des digues artisanales ont accentué l'étendue de l'inondation ;
- Un décès et un blessé ont été enregistrés par suite d'attaques d'animaux aquatiques et plusieurs habitations ainsi que les infrastructures d'utilité public (écoles, un hôpital et centre de triage et isolement de la Maladie à virus Ebola, MVE) ont été endommagées ;
- Suite à ces nouvelles inondations, 1 214 nouveaux ménages se sont déplacés, la plupart sont ceux qui venaient de regagner leurs quartiers d'origine. Ils sont maintenant contraints de retourner dans les sites de déplacés, démunis. D'autres se sont temporairement abrités soit dans des bâtiments publics (écoles, églises, etc.) ou chez les familles hôtes, dans des conditions précaires.
- Cette situation marque un frein au processus de retour qui avait été amorcé et permis jusqu'alors le retour de 1 433 ménages dans leurs quartiers d'origine ;
- A la veille de ces événements, 2 740 ménages restaient encore dans les 4 sites des déplacés (762 à Kigaramango, 1 311 à Kinyinya II, 130 à Mafubo, 537 à Maramvya Sobel). Ces effectifs ont été obtenus à l'issu du processus de profilage réalisé conjointement par le Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre et l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM), grâce au financement des fonds CERF sous la fenêtre d'*underfunded emergencies*.

ETAT DES LIEUX ET REPONSE MULTISECTORIELLE



EHA : Le besoin en eau reste vital et l'approvisionnement par le camion-citerne de la Protection civile continue au niveau des sites. Selon le rapport d'évaluation rapide des besoins du 12 Janvier de l'ONG Social Action and Development (SAD), les populations des quartiers de Mushasha I, Mushasha II, Gaharawe et Kinyinya I de l'agglomération de Gatumba ont des difficultés d'accès à l'eau potable. Ce même rapport indique que les récentes inondations ont entre autres détruit des latrines et que l'eau charrie les déchets. SAD a sonné l'alarme pour que cette zone endémique au choléra soit désinfectée dans l'urgence. Avec la grande saison des pluies et le niveau hydrostatique proche de la zone qui est saturé, les risques d'apparition des maladies hydriques sont très élevés. En attendant, l'Unicef et ses partenaires mettent en marche une opération de distribution des produits de désinfection de l'eau à utiliser par les ménages de Gatumba et dispensent des séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène. L'hygiène en contexte covid-19 étant crucial, le PNUD a distribué des produits et matériels WaSH composés de 1 125 cartons (48 pièces par carton) de savons bleus, 2 250 seaux en plastiques de 20 litres, 2 250 bidons plastiques de 20 litres, pour les ménages individuels et pour les endroits à forte concentration / affluence de personnes (bureaux administratifs, écoles, églises, marchés, etc.), il a été fourni 150 dispositifs de lavage (120 litres), 200 flacons de savon liquide désinfectant, 2 000 masques, 30 litres de désinfectants antibactériens.



ABRIS/ANA : Les besoins en termes d'abris au niveau des sites restent réels et les nouveaux déplacements amplifient les besoins non couverts (gap). Une infiltration de l'eau au niveau des sols et sa remontée au niveau des murs endommagent les abris et causent un risque de dommages structurels irréversibles et d'effondrement. Selon le rapport de distribution du Programme alimentaire mondial (PAM) de décembre 2020, 1 433 ménages étaient retournés, dont 440 appuyés par le secteur Abris (60 en abris d'urgence et kits NFI, 380 en appui à l'hébergement pour une période de 3 mois et kits NFI). Certains des ménages déjà appuyés ont dû se déplacer à nouveau (l'effectif n'est pas encore disponible). Pour l'instant, le secteur s'active pour identifier les besoins nouveaux et préexistants afin de proposer une réponse holistique et pertinente. Le secteur dispose notamment d'une capacité à appuyer les ménages affectés avec un hébergement (3 mois) ou à la réparation par transferts monétaires. Les récentes pluies ont considérablement réduit le nombre de maisons disponibles à la location dans la zone. Par ailleurs, le secteur dispose également d'abris d'urgence et semi-permanents, qui pourront être installés une fois que le Gouvernement aura disponibilisé des parcelles de relocalisation.



SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE : Plus de 5 mois après la dernière distribution générale des vivres, le PAM, grâce au financement des fonds CERF, a distribué du 16 au 23 décembre 2020 une ration mensuelle à 19 605 personnes déplacées et retournées. Au total 148,5 tonnes des vivres ont

été distribuées. Cette ration était composée d'huile, maïs et haricot. Suite à cette nouvelle vague de personnes déplacées, les besoins alimentaires se sont accrus. Une équipe du PAM effectue une enquête rapide sur la situation du panier de la ménagère et l'état de stock alimentaire pour une éventuelle distribution des vivres qui prendra en compte les anciennes et les nouvelles personnes déplacées. Cette situation vient exacerber une situation économique déjà précaire due à la combinaison de divers facteurs comme : les séquelles des inondations de mai 2020, la fermeture de la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC) suite aux mesures régaliennes prises pour la prévention contre la covid-19 mais également la rareté des opportunités de travail et la faible rémunération de la main d'œuvre agricole qui est la seconde source de revenu après l'agriculture.



SANTE : Suite à la montée des eaux du lac Tanganyika et le débordement de la rivière de Rusizi, de ce 11 janvier, le Centre de santé ainsi que le centre de triage et d'isolement de Gatumba sont inondés et non fonctionnels. Les postes de santé installés dans les sites de déplacés ne peuvent plus y référer des patients jusqu'à nouvel ordre. Ce qui réduit sensiblement l'accès aux soins de la population de Gatumba. Par ailleurs ce nouveau déplacement des populations dans une localité qui abrite déjà des déplacés interne ne fera qu'accroître les besoins en termes d'assistance sanitaire des populations déplacées alors que l'Organisation Médecins Sans Frontières Belgique qui assurait (en partie) le fonctionnement et la supervision des postes de santé dans les sites de Kinyinya II et Maramvya a transféré ces activités au Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida dès le début de janvier 2021. Il est important de signaler que ce nouveau déplacement des populations est survenu dans une période critique en termes d'incidence de certaines maladies au niveau des sites comme le paludisme, les dermatoses, les Infections Respiratoires Aigües, sans oublier les risques de Santé Publique inhérents aux conditions de vie des déplacés sur cette localité comme le Choléra, la Rougeole et la COVID-19.



EDUCATION : Les récentes inondations ont affecté l'école fondamentale Mushasha I et celle de Mushasha II. L'ECOFU Mushasha II est exposée aux eaux infestées des crocodiles qui affluent de la Rusizi vers le lac Tanganyika en traversant la Route Nationale numéro 4. Ces reptiles représentent un grand danger pour les élèves et les éducateurs dans la mesure où le bloc des salles de classes se trouve à moins d'un mètre de la rivière. Les populations indiquent également la perte des effets scolaires des élèves. L'identification des enfants qui ont perdu des kits scolaires et l'octroi de ce matériel est indispensable pour permettre la continuité de la scolarité.



PROTECTION : La protection reste un défi pour les acteurs du secteur de la protection et des risques multiformes menacent la survie et les conditions de vie des enfants, femmes et autres personnes à besoins spécifiques. Grâce à la contribution des fonds CERF, des activités de soutien psychosocial en cliniques mobiles en

faveur des enfants, sont en cours dans les sites de Gatumba et le renforcement des activités de groupement de solidarités se poursuivent.

Les activités de protection incluant la mise en place des points d'écoute, le renforcement des espaces récréatifs pour les enfants, l'identification des plus vulnérables, leur référencement et la gestion des cas sont en cours. Des activités de sensibilisation permettant de prévenir l'exposition des enfants et adolescents aux risques de violence, abus et exploitation, etc. sont organisées.



COORDINATION : La Plateforme Nationale de Prévention des Risques et Gestion des Catastrophes, l'administration de la Province de Bujumbura et les humanitaires ont visité les zones affectées par les dernières inondations, le 12 janvier 2021.

Une réunion de coordination multisectorielle spéciale sur Gatumba, se tient chaque semaine pour assurer l'actualisation des besoins et le suivi de la réponse.

L'OIM travaille sur le renforcement des capacités pour permettre aux gestionnaires des sites de produire des rapports de coordination des activités au sein des sites des PDIs de Gatumba.

GAPS & CONTRAINTES

Ces nouveaux déplacements ont empiré les besoins qui n'étaient pas jusqu'alors tous adressés. Un grand effort sera consenti pour plus de priorisation de la réponse. Par ailleurs, plusieurs personnes nouvellement déplacées venaient de bénéficier de l'appui pour le retour. En plus d'au moins 20 000 personnes qui avaient reçu une assistance alimentaire en décembre 2020, les futures planifications devraient considérer environ 30 000 personnes.